

1. Textes et développements des initiatives

Se fondant sur des motions, le Grand Conseil du canton de Berne a déposé le 12 mai 1987 deux initiatives (textes voir ci-dessus).

Le Conseil exécutif du canton de Berne a approuvé ces initiatives.

Au Grand Conseil, elles ont notamment été justifiées comme il suit:

«Dans le 7e rapport présenté par la Direction des forêts au sujet des dégâts aux forêts dans le canton de Berne, on peut lire en page 1: 'Une simple analyse de l'état et de l'évolution de notre environnement montre cependant qu'une action immédiate s'impose aujourd'hui'.

Une des actions envisageables est de réduire le trafic privé. Le Conseil exécutif est dès lors chargé de déposer au nom du Grand Conseil une initiative cantonale à l'Assemblée fédérale qui vise à l'introduction rapide de douze dimanches sans voitures par an.»

«Vu les conclusions du rapport sur les dégâts aux forêts présenté par la Direction cantonale des forêts et son appel en faveur d'une action immédiate, le Conseil exécutif est chargé de déposer au nom du Grand Conseil une initiative cantonale auprès de la Confédération. L'objet de cette initiative est de déclarer le Jeûne fédéral une journée sans voitures afin d'encourager une prise de conscience au sein de la population.»

2. Considérations de la Commission de la santé publique et de l'environnement

Si la commission est favorable aux idées sur lesquelles se fondent les deux initiatives, elle est moins optimiste en ce qui concerne leur réalisation au niveau politique. Une initiative populaire allant dans le même sens a déjà été rejetée en 1978 par le peuple et les cantons. De plus les Chambres fédérales ont elles-mêmes repoussé ces dernières années des interventions visant les mêmes objectifs.

Dans l'optique de la protection de l'environnement, les initiatives présentées ne constituent pas un très grand progrès par rapport à d'autres mesures. La commission attache beaucoup d'importance au fait que la Suisse serait le seul pays en Europe à appliquer une telle mesure, ce qui serait considéré comme un obstacle supplémentaire à la circulation. Or, il est déjà assez difficile à l'heure actuelle de maintenir les restrictions fixées malgré la pression exercée par les Communautés européennes (poids limite de 28 t., interdiction de circuler la nuit et le dimanche).

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt einstimmig und ohne Enthaltungen, den beiden Initiativen keine Folge zu geben.

Proposition de la commission

La commission propose, à l'unanimité et sans abstention, de ne pas donner suite aux deux initiatives.

Piller, Berichterstatter: Sie haben zu diesen beiden Geschäften einen Bericht der Kommission erhalten. Von seiten der Kommission sind keine weiteren Bemerkungen mehr anzubringen.

Zustimmung – Adhésion

88.419

Interpellation Rhinow**Schützenswerte Landschaften.
Ausgleichsbeiträge des Bundes****Paysages dignes de protection.****Montants compensatoires de la Confédération****Wortlaut der Interpellation vom 17. März 1988**

Nach dem revidierten Natur- und Heimatschutzgesetz (Artikel 18d) beteiligt sich der Bund an den Kosten der Kantone für Schutz und Unterhalt der Biotopie von regionaler und lokaler Bedeutung. Insbesondere haben Grundeigentümer Anspruch auf angemessene Abgeltung, wenn sie im Interesse des Schutzzieles die bisherige Nutzung einschränken oder eine Leistung ohne entsprechenden wirtschaftlichen Ertrag erbringen (Artikel 18c Absatz 2). Demgegenüber hat sich der Bundesrat bis heute gegenüber der Idee, Ausgleichszahlungen zur Erhaltung von schützenswerten Landschaften bei Verzicht auf die Nutzung der Wasserkraft auszurichten, zurückhaltend geäußert, unter anderem weil die gesetzlichen Grundlagen fehlten. Im Postulat Loretan (85.913), das vom Nationalrat gegen den Willen des Bundesrates überwiesen wurde, wird die Landesregierung ersucht, auf die Errichtung kantonaler Abgeltungsfonds hinzuwirken. Aus diesem Fonds sollen Gemeinden entschädigt werden, welche aus Landschafts- und Umweltschutzgründen auf die Nutzung von Gewässern verzichten. Auf drei andere Vorstösse hin (86.127, 86.122, 86.734) erklärte sich der Bundesrat bereit, die Frage einer Entschädigung speziell der Gemeinden Vrin und Sumvitg zu prüfen. Ganz allgemein setzt sich die Idee immer mehr durch, dass der Verzicht auf die wirtschaftliche Nutzung oder Uebernutzung schützenswerter Landschaften nicht nur durch staatliche Verbote, sondern auch durch Vereinbarungen und finanzielle Anreize respektive Abgeltungen gefördert werden kann und soll. Ich bitte deshalb den Bundesrat um die Beantwortung folgender Fragen:

1. Ist der Bundesrat gewillt, raschmöglichst eine Gesetzesvorlage zu unterbreiten, damit der Bund angemessene Ausgleichsbeiträge zur Erhaltung und Unterschutzstellung von schützenswerten Landschaften nationaler und überregionaler Bedeutung – in Berücksichtigung der Finanzkraft der berührten Kantone und Gemeinden – leisten kann?
2. Wie beurteilt der Bundesrat die Zweckmässigkeit, diese gesetzliche Grundlage noch im Rahmen der aktuellen Revision des Gewässerschutzgesetzes zu schaffen, z. B. durch eine formelle Aenderung respektive Ergänzung des Artikels 22 des Wasserrechtsgesetzes (in den Schlussbestimmungen, Artikel 75 GSchG)?
3. Sollten diese Ausgleichsbeiträge – im Sinne einer Schaffung von Anreizen anstelle hoheitlicher Eingriffe – nicht gerade auch in denjenigen Fällen ausgerichtet werden können, in welchen die Gemeinden respektive andere verfügbungsberechtigte Gemeinwesen freiwillig auf die Nutzung der Wasserkraft verzichten? Dabei kann es selbstverständlich nur um einen «angemessenen», nicht um den vollen Ausgleich gehen.
4. Wie beurteilt der Bundesrat die Zweckmässigkeit einer Abgeltung durch den Bund, wenn Gemeinwesen, die Wasserrechtskonzessionen erteilen respektive erteilt haben, über das allenfalls gesetzlich festgelegte Mass von Restwasser hinausgehen?
5. Ist der Bundesrat bereit, sich im Rahmen seiner Zuständigkeiten für die Bereitstellung der erforderlichen Mittel einzusetzen oder zieht er eine «Fondslösung» vor, wie sie das überwiesene Postulat Loretan (primär auf kantonaler Ebene) oder die mit Zufallsmehr im Nationalrat abgelehnte Motion Maeder (87.490, Bundesfonds mit Erhebung eines Landschaftsrappens, sogenanntes Greina-Modell) vorsehen?

Texte de l'interpellation du 17 mars 1988

Selon les nouvelles dispositions qui ont été ajoutées à la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (article 18d), la Confédération participe aux frais des cantons pour la protection et l'entretien des biotopes d'importance régionale ou locale. Les propriétaires fonciers ont en effet maintenant droit à une juste compensation si, par souci de garantir la protection visée, ils limitent leur exploitation actuelle ou assurent une prestation sans avantage lucratif correspondant (article 18c, alinéa 2). Jusqu'ici, le Conseil fédéral a en revanche émis certaines réserves à l'égard de la proposition visant à étendre le versement de tels montants compensatoires aux personnes qui contribuent à préserver des paysages dignes de protection en renonçant à l'utilisation de forces hydrauliques. L'un des principaux arguments qu'il avance pour justifier cette position est l'absence de bases légales. Dans le postulat Loretan (85.913), qui a été transmis par le Conseil national contre la volonté du Conseil fédéral, ce dernier est prié d'intervenir pour obtenir la création de fonds de compensation cantonaux destinés à indemniser les communes qui, pour des raisons de protection de la nature et du paysage, renoncent à l'exploitation de cours d'eau. Dans sa réponse à trois autres interventions (86.127, 86.122, 86.734), le Conseil fédéral s'était déclaré prêt à étudier ce problème d'indemnisation, en accordant une attention particulière au cas des communes de Vrin et de Sumvitg. L'idée est en train de faire son chemin et l'on a de plus en plus tendance à considérer que les interdictions prononcées par l'Etat ne sont pas les seuls moyens d'obtenir des personnes intéressées qu'elles renoncent à l'exploitation ou à la surexploitation de sites dignes d'être protégés et que ce même objectif peut et doit aussi être atteint par le biais de conventions et par l'octroi d'avantages financiers ou de compensations.

Je prie le Conseil fédéral de bien vouloir répondre aux questions suivantes:

1. Est-il disposé à présenter dans les plus brefs délais un projet de loi permettant à la Confédération de verser des montants compensatoires équitables à ceux qui subissent un préjudice du fait de la sauvegarde ou de la mise sous protection de sites dignes d'être préservés qui sont d'importance nationale ou suprarégionale? Il conviendrait de fixer le montant de la compensation en tenant compte de la capacité financière des cantons et des communes touchés.
2. Le Conseil fédéral juge-t-il opportun d'inclure cette nouvelle base légale dans la loi sur la protection des eaux à la faveur de la révision en cours, par exemple en modifiant ou en complétant l'article 22 de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques (dans les dispositions finales, article 75 de la loi sur la protection des eaux)?
3. En admettant que l'on souhaite remplacer les interdictions des autorités par des mesures d'incitation, les montants compensatoires ne devraient-ils pas précisément aussi pouvoir être versés lorsqu'une commune ou une autre collectivité publique renonce de son propre gré à utiliser des forces hydrauliques? La compensation, il est clair, ne peut être qu'«équitable» et non intégrale.
4. Le Conseil fédéral juge-t-il opportun de prévoir le versement de montants compensatoires par la Confédération dans les cas où les concessions accordées par des collectivités pour l'utilisation des forces hydrauliques ne seraient pas conformes aux futures dispositions sur les débits minimaux?
5. Le Conseil fédéral est-il prêt, dans les limites de ses compétences, à faire son possible pour mettre à disposition les moyens financiers nécessaires ou préfère-t-il la «solution des fonds», telle que la prévoit le postulat Loretan (au niveau cantonal en premier lieu) ou la motion Maeder (87.490 Fonds fédéral pour la protection du paysage alimenté par une taxe sur l'énergie hydraulique) rejetée par hasard?

Rhinow: Wir haben in der letzten Session im Rahmen der Revision des Gewässerschutzgesetzes in diesem Rat über die gesetzliche Verankerung von Ausgleichsbeiträgen diskutiert. Wir haben es abgelehnt, eine Bestimmung ohne

nähere Prüfung aufzunehmen. Meine Interpellation bezweckt eben diese Prüfung durch den Bundesrat. Ich kann mich deshalb hier kurz fassen, und ich beschränke mich darauf, einige grundsätzliche Aspekte in Erinnerung zu rufen. Ich möchte aber doch ganz am Rande und in Klammern meinem Erstaunen Ausdruck verleihen, dass meine Interpellation, die in der vorletzten Session eingereicht worden ist, nicht auch in der Herbstsession behandelt werden konnte, obwohl sie in einem sehr engen Konnex mit den Anträgen der Kollegen Jagmetti und Onken, im Rahmen der Gewässerschutzrevision, gestanden hatte.

Zur Sache selbst: Die Idee der Ausgleichsbeiträge basiert auf folgenden Überlegungen, ich fasse sie ganz kurz zusammen:

1. Es geht auf Bundesebene um den Schutz von Landschaften nationaler Bedeutung. Es kann nicht die Rede davon sein, dass nun mit Bundesmitteln alle Landschaften geschützt werden sollen, die an sich erhaltenswürdig sind. Das ist und bleibt Aufgabe der Kantone. Von solchen Landschaften nationaler Bedeutung sind leider nicht mehr viele intakt. Um so wichtiger erscheint es, diese wenigen möglichst bald zu bestimmen und wirkungsvoll zu schützen.
2. Der Bund ist zweifellos kompetent, solche Beiträge für den Schutz national bedeutsamer Landschaften auszurichten und eine entsprechende gesetzliche Grundlage zu schaffen. Wenn verfassungsrechtliche Zweifel bestehen sollten, dann höchstens bei gewissen Finanzierungsarten, aber nicht bei den Leistungen.
3. Die Ausgleichsbeiträge belohnen einen freiwilligen Verzicht eines Gemeinwesen auf eine mögliche und realisierbare Nutzung von Land und Wasser im Interesse des angestrebten Schutzzieles. Die Ausgleichsbeiträge stellen so eine liberale Alternative dar zur hoheitlichen Anordnung von Geboten oder Verboten namentlich von Schutzzonen. Der Bund prämiert also den freiwillig erfolgten Nutzungsverzicht. Er verbietet die Nutzung nicht. Er greift folglich nicht in den Autonomiebereich der betroffenen Gemeinwesen ein. Rechtlich gesehen handelt es sich im Grunde genommen um Subventionen mit der Besonderheit, dass nicht eine aktive Tätigkeit gefördert wird, sondern ein Unterlassen, der Verzicht auf die Nutzung insbesondere der Gewässer, und zwar – ich möchte es wiederholen – zum Schutz von Landschaften nationaler Bedeutung.
4. Diese Ausgleichsbeiträge sollen nur ausgerichtet werden, wenn dem Gemeinwesen der entschädigungslose Verzicht finanziell nicht zugemutet werden kann. Es soll also verhindert werden, dass eine Gemeinde an sich zum Schutz der Landschaft bereit wäre, sich aber aus einer finanziellen Notlage oder aus einem Engpass heraus zur Nutzung entschliessen muss.
5. Schliesslich sollen die Beiträge den Ausfall von Einkünften des verzichtenden Gemeinwesens nur teilweise decken. Es kann nie um einen vollständigen Ausgleich gehen.
6. Zu meiner letzten Frage – wir haben in der letzten Session darüber gesprochen –: für die Finanzierung sind mehrere Lösungen denkbar. Meine Frage betrifft primär die Leistungen, aber es würde mich auch interessieren, wie der Bundesrat zum Finanzierungsmodus oder zu den Finanzierungsarten steht.

Bundesrat Cotti: Ich kann mich sehr kurz fassen, weil dieses Thema ja in diesen Sälen schon im letzten Herbst behandelt worden ist, anlässlich der Diskussion über die Revision des Gewässerschutzgesetzes.

Damals hatte ich die Absicht des Bundesrates mitgeteilt, den ganzen Fragenkomplex zu prüfen, d. h. begutachten zu lassen. Es geht um Fragen der Abgeltung finanzieller Nachteile, welche infolge von Verzichten auf die Ausübung gewisser hoheitlicher Rechte durch Behörden entstehen, um Fragen des Naturschutzes, des Landschaftsschutzes oder des Umweltschutzes allgemein, um Interessen – und wir wissen bei Gott um welche – im breiteren Rahmen des Umweltschutzes.

Diese Prüfung wird demnächst beginnen, Herr Rhinow. Es werden auch sehr konkrete Fragen zu prüfen sein, die die

Probleme auftauchen lassen werden. Der Bundesrat hat sich z. B. die Frage gestellt, wo die Grenzen gesetzt werden sollen. Ist jeder bedeutungsvolle Verzicht auf dem Altar des Umweltschutzes entschädigungswürdig oder gibt es Grenzen, beispielsweise bei Gewässerschutzfragen (dort sind ja die Ausgangspositionen entstanden) oder auch in anderen Fragen? Grundsätzlich dürfen sicher keine Unterschiede gemacht werden.

Die dritte Frage betrifft die Beteiligung der Kantone, die bei den Fragen des Landschaftsschutzes eine zentrale Funktion haben.

Das alles wollen wir abklären lassen, damit nicht Interventionen infolge von Einzelfällen zu Präzedenzfällen von grösster Bedeutung werden können, damit der ganze Fragenkomplex breiter geprüft werden kann. Das scheint um so wichtiger, als der Fragenkomplex sehr weit ist und – sollten wir eine Gesetzgebung vorschlagen – praktisch neu wäre.

Rhinow: Ich bin dem Bundesrat dankbar, dass er diese Prüfung vornimmt, und bin insofern von der Antwort befriedigt. Ich gestatte mir, zwei Sätze anzuhängen.

Ich möchte davor warnen, dass man zuviel auf den Ausgleichsschlitten auflädt, denn wir haben auch bei den übrigen Subventionen nicht auf ein Gesamtkonzept aller Bundessubventionen gewartet, sondern Stück für Stück, pragmatisch, gewisse förderungswürdige Anliegen subventioniert. Ich glaube, wir sollten auch hier pragmatisch vorgehen und nicht zuviel gleichzeitig in den Fragenkomplex einbeziehen. Lieber ein einziger Ausgleichsspatz in der Hand als tausend flatterhafte Tauben auf dem Dach!

88.452

Interpellation Reymond

Privatschulen.

Rekrutierungsschwierigkeiten für ausländische Schüler

Ecoles privées. Difficultés de recrutement d'élèves étrangers

Wortlaut der Interpellation vom 6. Juni 1988

Der Besuch der Privatschulen unseres Landes ist in den letzten Jahren in besorgniserregendem Ausmass zurückgegangen. Dieser Wirtschaftszweig, der sich hauptsächlich auf die welsche Schweiz und dort besonders auf den Kanton Waadt konzentriert, leidet direkt unter den Einwanderungs- und Flüchtlingsproblemen und unter der schlechten Informationspraxis unserer Botschaften und Konsulate im Ausland. Nicht ohne Einfluss sind auch die immer enger werdenden kulturellen Beziehungen innerhalb der Europäischen Gemeinschaften, die zur Folge haben, dass die Schweiz vom internationalen Austausch in gewissen Bereichen ausgeschlossen bleibt.

Dank ihrem hohen Unterrichtsniveau geniessen die Privatschulen unseres Landes ein beträchtliches Ansehen; dieses Ansehen hilft in hohem Mass mit, der Schweiz in der Welt einen guten Ruf zu sichern. Es ist darum bedauerlich, dass dieser Wirtschaftszweig gegenwärtig mit Schwierigkeiten zu kämpfen hat, weil der Besuch der Schulen aus den oben genannten Gründen zurückgegangen ist.

Ich bitte den Bundesrat, die folgenden Fragen zu beantworten:

1. Ist er bereit, die administrativen Verfahren für Studienaufenthalte zu vereinfachen und insbesondere den anerkannten Schulen unseres Landes, die übrigens ausnahmslos Schüler erst nach vorheriger Bezahlung des Schulgeldes aufnehmen, mehr Vertrauen zu schenken?
2. Kann er uns sagen, was für Weisungen die Botschaften und Konsulate in bezug auf die Bewilligungen für Studien-

aufenthalte in unserem Land erhalten haben? (Diese Bewilligungen sind nicht – wie es leider in unseren Vertretungen allzu oft geschieht – mit den Arbeitsbewilligungen oder der Bewilligung für Flüchtlinge zu verwechseln).

3. Kann uns der Bundesrat versichern, dass unsere Vertreter im Ausland für Aufenthalte in den Privatschulen unseres Landes Werbung machen? Auf welche Weise tun sie dies?

Texte de l'interpellation du 6 juin 1988

La nette diminution de la fréquentation des écoles privées dans notre pays ces toutes dernières années est préoccupante. Ce secteur économique, principalement concentré en Suisse romande et particulièrement dans le canton de Vaud, souffre directement des problèmes liés à l'immigration et aux réfugiés, à une mauvaise information prodiguée par nos consulats et ambassades à l'étranger, ainsi qu'au resserrement des liens culturels intracommunautaires européens, lesquels ont pour conséquence d'exclure la Suisse d'un certain nombre d'échanges internationaux.

Grâce au haut niveau de l'enseignement qu'elles dispensent, les écoles privées de notre pays jouissent d'une réputation considérable; cette réputation contribue largement à donner au monde une image favorable de la Suisse. Il est dès lors regrettable que ce secteur économique soit actuellement perturbé par une baisse de fréquentation provenant des causes précitées. C'est pourquoi je prie le Conseil fédéral de bien vouloir répondre aux questions suivantes:

1. Est-il disposé à simplifier les procédures administratives, en vue des séjours d'études, en particulier en faisant plus confiance aux écoles reconnues de notre pays, qui toutes n'acceptent des élèves que moyennant le paiement préalable de l'écolage?

2. Peut-il nous renseigner sur les instructions données aux ambassades et consulats au sujet des permis de séjours d'études dans notre pays (qu'il convient de ne pas confondre – ce qui est hélas trop souvent le cas de nos représentants – avec les permis de travail ou le permis consenti aux réfugiés)?

3. Le Conseil fédéral peut-il nous assurer que les séjours dans les écoles privées de notre pays sont encouragés par nos représentants à l'étranger? De quelle manière?

M. Reymond: Je regrette infiniment que cet objet n'ait pas pu être traité ni à la session de juin ni à celle de septembre où nous étions surchargés, et je vous prie d'excuser l'impertinence du président qui doit présenter son interpellation du printemps dernier.

Cette interpellation est motivée par la constatation d'un affaiblissement sensible d'un secteur important de notre économie, à savoir les écoles privées. Au cours de l'année 1987, la fréquentation a diminué progressivement partout dans une mesure pouvant atteindre le 50 pour cent des effectifs de 1986. Cette diminution est particulièrement forte pour les candidats venus d'Allemagne dont les raisons invoquées, après étude par les associations d'écoles privées, sont au nombre de trois: tout d'abord le rapprochement de l'Allemagne avec la France dans le cadre des accords culturels récents – Sommet de Francfort –, ensuite les procédures compliquées pour obtenir un permis de séjour d'études en Suisse, enfin l'information particulièrement mauvaise prodiguée par nos consulats et ambassades à l'endroit des étrangers qui les questionnent sur les possibilités de séjour dans une école de notre pays.

Pour la Suisse romande, et notamment pour le canton de Vaud, les écoles privées constituent un secteur économique véritablement important. Le bulletin No 2, 1988, de l'Office national suisse du Tourisme, nous le rappelle dans les termes suivants: «Les écoles et instituts privés sont un atout indéniable pour le tourisme helvétique à un double titre: ils accueillent des jeunes dans des années qui marquent leur personnalité, ces années qui nourriront plus tard leur souvenir, et ils fournissent une contribution précieuse à nos échanges économiques avec l'extérieur.» On ignore encore bien souvent que les recettes internationales annuelles des écoles privées s'inscrivent pour quelque 240 millions de

Interpellation Rhinow Schützenswerte Landschaften. Ausgleichsbeiträge des Bundes

Interpellation Rhinow Paysages dignes de protection. Montants compensatoires de la Confédération

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1988
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.419
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	29.11.1988 - 08:00
Date	
Data	
Seite	757-759
Page	
Pagina	
Ref. No	20 017 080

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.